



DIRECTION DE LA COMMUNICATION

15 rue de Vaugirard 75291 PARIS CEDEX 06

**FOURNITURE, INSTALLATION DES ÉCRANS
PROFESSIONNELS ET MAINTENANCE DES
ÉCRANS DE GRANDE TAILLE DU COMPLEXE
AUDIOVISUEL DU SÉNAT**

D.C.E.

**RÈGLEMENT DE LA
CONSULTATION**

DATE LIMITE DE REMISE DES OFFRES :

Le vendredi 19 décembre 2025, à 11 h 00.

Une visite du site et des locaux est obligatoire pour le lot n° 3 afin de répondre précisément aux besoins d'installation.

**Les dossiers devront être déposés sur la plateforme des marchés publics de
l'État PLACE à l'adresse suivante :**

Novembre 2025

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - POUVOIR ADJUDICATEUR	2
1.1. Nom et adresse officiels du pouvoir adjudicateur.....	2
1.2. Adresse auprès de laquelle des informations complémentaires peuvent être demandées	2
ARTICLE 2 - OBJET DU MARCHÉ	2
2.1. Description et modalités du marché.....	2
2.2. Allotissement	2
2.3. Fractionnement	3
2.4. Variantes – Options – Prestations supplémentaires éventuelles	3
2.5. Type de marché.....	3
ARTICLE 3 - CONDITIONS DU MARCHÉ.....	3
3.1. Procédure	3
3.2. Durée du marché – prestations similaires - plafonnement	3
3.3. Lieu de livraison	4
3.4. Forme juridique du groupement	4
3.5. Composition du dossier de consultation remis aux candidats.....	4
3.5.1. <i>Composition du dossier de consultation remis aux candidats</i>	4
3.5.2. <i>Modifications de détail au dossier de consultation</i>	4
3.5.3. <i>Modalités de remise du dossier de consultation</i>	5
3.6. Délai de validité des offres	5
ARTICLE 4 - FINANCEMENT ET RÈGLEMENT.....	5
4.1. Modalités essentielles de financement.....	5
4.2. Mode de règlement du marché.....	5
ARTICLE 5 - CARACTÉRISTIQUES DES PLIS À ENVOYER – TRANSMISSION DU DOSSIER.....	6
5.1. Constitution du dossier à produire	6
5.1.1. <i>Langue</i>	7
5.1.2. <i>Unité monétaire</i>	7
5.2. Transmission du dossier.....	7
5.2.1. <i>Transmission par voie électronique</i>	7
5.2.2. <i>Copie de sauvegarde</i>	7
ARTICLE 6 - EXAMEN DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES	9
6.1. Examen des candidatures.....	9
6.2. Attribution du marché.....	9
6.3. Auditions et courriers.....	10
6.4. Délai de production des certificats fiscaux et sociaux	10
ARTICLE 7 - RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES.....	10
ARTICLE 8 - AUCUNE RÉCLAMATION POUR MAUVAISE COMPRÉHENSION DU DOSSIER DE CONSULTATION N'EST RECEVABLE. VISITE DES LOCAUX	11

ARTICLE 1 - POUVOIR ADJUDICATEUR

1.1. Nom et adresse officiels du pouvoir adjudicateur

Dénomination : État - Sénat	À l'attention de : Mme la Directrice de la Communication
Adresse : 15 rue de Vaugirard	Code Postal : 75291
Localité/Ville : PARIS CEDEX 06	Pays : France

1.2. Adresse auprès de laquelle des informations complémentaires peuvent être demandées

Dénomination : Sénat	À l'attention de : Renseignements administratifs : M. Guy MOINEAU Renseignements techniques : M. Grégory LEMARIÉ
Adresse : 15 rue de Vaugirard	Code Postal : 75291
Localité/Ville : PARIS CEDEX 06	Pays : France
Adresse électronique : audiovisuel@senat.fr Site Internet : www.marches-publics.gouv.fr	

ARTICLE 2 - OBJET DU MARCHÉ

2.1. Description et modalités du marché

Le marché a pour objet la fourniture et l'installation d'écrans professionnels, conformes aux standards technologiques actuels, ainsi que la maintenance des écrans de diffusion de grande taille du complexe audiovisuel du Sénat.

2.2. Allotissement

Le marché comprend trois lots :

Lot 1 - Fourniture d'écrans de diffusion vidéo

Lot 2 - Fourniture d'écrans de référence vidéo

Lot 3 – Installation des équipements des lots n° 1 et n° 2, fourniture d'accessoires pour ces équipements et maintenance des écrans de diffusion de grande taille.

2.3. Fractionnement

Le marché est un accord-cadre à prix mixtes, s'exécutant en partie par l'émission de bons de commande.

2.4. Variantes – Options – Prestations supplémentaires éventuelles

- Variantes : ☒ Non ☐ Oui

- Options : ☐ Non ☒ Oui (reconduction et prestations similaires)

2.5. Type de marché

Marché de fournitures – Codes CPV : Équipement audiovisuel (32321200-1) – Matériel audiovisuel (32321300-2) - Écrans (32351200-0) - Écrans de visualisation (30231300-0) - Services de réparation et d'entretien de matériel audiovisuel et d'optique (50340000-0) - Services de réparation, d'entretien et services connexes relatifs aux ordinateurs personnels, au matériel de bureau, au matériel de télécommunications et au matériel audiovisuel (50300000-8).

ARTICLE 3 - CONDITIONS DU MARCHÉ

3.1. Procédure

Le marché est passé selon la procédure de l'appel d'offres ouvert, conformément aux articles R. 2124-1, R. 2124-2 (1°) et R. 2161-2 à R. 2161-5 du code de la commande publique, et dont les modalités sont précisées dans le présent règlement.

3.2. Durée du marché – prestations similaires - plafonnement

Le marché s'exécute à compter de sa notification, qui devrait intervenir, à titre prévisionnel, en mars 2026.

Il est conclu pour une durée d'un an et peut être reconduit tacitement trois fois pour une durée d'un an, soit une durée maximale de quatre ans. En application de l'article R. 2112-4 du code de la commande publique, le titulaire ne peut pas s'opposer à la reconduction. Le Sénat peut décider de ne pas reconduire le marché à condition d'en informer le titulaire, par lettre recommandée avec accusé de réception, au moins trois mois avant sa date de fin.

En ce qui concerne la prestation de maintenance dans le lot 3, en application de l'article R. 2122-7 du code de la commande publique, le Sénat se réserve la possibilité de conclure avec le titulaire un marché de prestations similaires à celles du présent marché dans un

délai de trois ans à compter de la date de notification du présent marché. La durée de ce nouveau marché ne pourra excéder quatre années supplémentaires.

Conformément à l'article R. 2162-4 du même code, la partie du marché à prix unitaires s'exécutant par l'émission de bons de commande est plafonnée, sur la durée de leur exécution reconductions éventuelles comprises, pour le lot n° 1 à 155 000 € TTC, pour le lot n° 2 à 125 000 € TTC et pour le lot n° 3 à 145 000 € TTC.

3.3. Lieu de livraison

Les prestations sont livrées et réalisées au Palais du Luxembourg (15 rue de Vaugirard, 75006 Paris) et dans ses dépendances.

3.4. Forme juridique du groupement

S'il y a constitution d'entreprises en groupement, celui-ci devra être solidaire ou conjoint avec constitution d'un mandataire solidaire. Cette solidarité est requise par la nécessité d'une bonne exécution du marché, du fait de l'exigence d'une parfaite coordination de prestations étroitement interdépendantes.

3.5. Composition du dossier de consultation remis aux candidats

3.5.1. Composition du dossier de consultation remis aux candidats

Le dossier de consultation comprend les pièces suivantes :

- le présent règlement de la consultation (RC) commun aux trois lots et son annexe ;
- le cahier des clauses particulières (CCP) commun aux trois lots et ses annexes ;
- le cahier des réponses attendues (CRA) de chaque lot ;
- l'acte d'engagement (AE) de chaque lot.

3.5.2. Modifications de détail au dossier de consultation

Le Sénat se réserve le droit d'apporter, au plus tard sept jours avant la date fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats doivent alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si des modifications importantes étaient apportées aux documents de la consultation, le Sénat, conformément au 2° de l'article R. 2151-4 du code de la commande publique, prorogerait alors le délai de réception des offres à proportion de l'importance des modifications apportées.

Dans l'hypothèse où la date limite de remise des offres serait reportée, la stipulation prévue au premier alinéa demeurerait applicable en fonction de cette nouvelle date.

3.5.3. Modalités de remise du dossier de consultation

Le dossier peut être téléchargé sur le profil d'acheteur PLACE (plateforme des achats de l'État) à l'adresse <https://www.marches-publics.gouv.fr>, sur la consultation correspondant au présent marché.

L'attention des candidats est appelée sur le fait que toutes les communications relatives au marché seront envoyées par cette plateforme à l'adresse électronique utilisée pour le téléchargement du dossier de consultation. Il peut donc être opportun d'utiliser une adresse électronique collective (alias) ou plusieurs adresses électroniques et de choisir des adresses électroniques pérennes. Mesures restrictives au regard des liens éventuels des candidats avec la Russie

Il est rappelé que la présente consultation entre dans le champ d'application du règlement (UE) n° 2022/576 du 8 avril 2022 modifiant le règlement (UE) n° 833/2014 concernant des mesures restrictives eu égard aux actions de la Russie déstabilisant la situation en Ukraine, qui interdit d'attribuer un contrat de la commande publique :

- si l'attributaire est un ressortissant russe ou une personne physique ou morale, une entité ou un organisme établi sur le territoire russe ;
- si l'attributaire est détenu à plus de 50 %, et ce de manière directe ou indirecte, par une entité établie sur le territoire russe ;
- si l'attributaire est une personne physique ou morale, une entité ou un organisme agissant pour le compte ou sur instruction d'une entité établie sur le territoire russe ou d'une entité détenue à plus de 50 % par une entité elle-même établie sur le territoire russe ;
- si le sous-traitant, le fournisseur ou toute entité aux capacités de laquelle il est recouru se trouve dans l'un des trois cas susmentionnés, et le montant de ses prestations représente plus de 10 % de la valeur du marché.

3.6. Délai de validité des offres

Les offres des candidats sont valides 120 jours à compter de la date limite de remise des offres.

ARTICLE 4 - FINANCEMENT ET RÈGLEMENT

4.1. Modalités essentielles de financement

Le marché est payé sur le budget de la direction de la Communication du Sénat.

4.2. Mode de règlement du marché

Le mode de règlement retenu par le Sénat est le virement.

ARTICLE 5 - CARACTÉRISTIQUES DES PLIS À ENVOYER – TRANSMISSION DU DOSSIER

5.1. Constitution du dossier à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier comprenant les pièces suivantes :

Éléments de la candidature :

- la lettre de candidature (imprimé DC1)¹ dûment complétée, datée et **signée** et comportant une adresse électronique à laquelle pourra être envoyée toute correspondance relative à la présente consultation. Le DC1 peut être téléchargé à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat> ;
- En cas de candidature groupée, une seule lettre de candidature sera établie pour l'ensemble du groupement ; elle sera renseignée et signée par tous les membres du groupement ; elle précisera la nature de celui-ci et désignera un mandataire.
- la déclaration du candidat (imprimé DC2)¹, dûment complétée. Le DC2 peut être téléchargé à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat> ;
- si elle ne figure pas dans le DC1, une attestation sur l'honneur signée justifiant que le candidat n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et L. 2141-7 à L. 2141-10 du code de la commande publique (cf. annexe jointe) ;
- si le candidat est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés, justifiant qu'il a été habilité à poursuivre son activité pendant la durée prévisible du marché ;
- une déclaration appropriée de banque ou la preuve d'une assurance pour les risques professionnels ;
- une déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations qui sont l'objet du marché pour les trois dernières années disponibles, si elle ne figure pas dans le DC2 ;
- une liste des principales prestations de même nature réalisées au cours des trois dernières années et l'année en cours ;
- l'attestation de visite (pour les candidats du lot 3) prévue à l'article 8 du présent règlement.

Éléments de l'offre pour chacun des lots :

- l'acte d'engagement (AE) **complété** ;
- le cahier des clauses particulières (CCP), à accepter sans modification ;
- les réponses au cahier des réponses attendues, dont le mémoire technique demandé au III du CRA.

¹ Les candidats ont la possibilité, s'ils le souhaitent, de remplacer les documents DC1 et DC2 par un document unique de marché européen électronique en application des dispositions de l'article R. 2143-4 du code de la commande publique, en y intégrant les informations sur la candidature requises au titre de la présente consultation.

Il est porté à la connaissance des soumissionnaires que l'acheteur accepte les offres sans signature manuscrite ou électronique. Il est rappelé que le seul dépôt par les soumissionnaires de leur offre vaut engagement de leur part à accepter le marché si celui-ci leur est attribué.

La signature, qui interviendra de manière manuscrite, sera demandée ultérieurement au candidat retenu lors de l'attribution du marché.

5.1.1. Langue

En application de la loi n° 94-665 du 4 août 1994, l'offre doit être rédigée en langue française.

5.1.2. Unité monétaire

Chaque soumissionnaire doit présenter son offre en euros.

5.2. Transmission du dossier

5.2.1. Transmission par voie électronique

La transmission des dossiers est opérée impérativement par voie électronique.

Les candidats déposent le dossier, avant le délai indiqué à la page de garde du présent règlement de la consultation, sur la consultation de la plateforme des marchés public de l'État correspondant au présent marché.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que plusieurs consultations organisées par le Sénat sur la plateforme sont susceptibles d'être assorties d'une date limite de remise des offres identique. Le dépôt d'une offre, par erreur, sur une consultation ne correspondant pas au présent marché sera considéré comme irrecevable.

Leur attention est également appelée sur les délais, parfois non négligeables, de chargement de leur offre sur la plateforme. Ils sont invités à prendre les précautions utiles pour déposer leur pli dans le respect de la date et de l'heure de remise des offres.

Les dossiers qui seraient transmis après le délai limite figurant en page de garde ne seront pas pris en considération et seront éliminés sans examen.

Toute transmission sur support papier ou par simple courriel sera considérée comme irrégulière.

5.2.2. Copie de sauvegarde

Le candidat a la possibilité d'adresser également dans les mêmes délais une copie de sauvegarde de son dossier (candidature et offre) sur support papier ou support physique électronique (CD-ROM ou clé USB). Les candidats remettent ou font parvenir leur dossier dans une enveloppe cachetée portant la mention :

**FOURNITURE, INSTALLATION DES ÉCRANS PROFESSIONNELS ET
MAINTENANCE DES ECRANS DE GRANDE TAILLE DU COMPLEXE
AUDIOVISUEL DU SÉNAT**

Nom de l'entreprise

Copie de sauvegarde

NE PAS OUVRIR avant la séance d'ouverture des plis

Conformément à l'article 2 de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde, la copie de sauvegarde ne sera ouverte que si l'une de ces deux hypothèses se réalise :

- lorsque la candidature ou l'offre électronique contient un programme informatique malveillant ou un virus ;
- lorsque la candidature ou l'offre électronique est réceptionnée de manière incomplète, hors délai, ou n'a pu être ouverte par l'acheteur, s'il existe des éléments tangibles montrant que le pli a commencé à être transmis avant l'échéance de fermeture de la remise des plis.

La copie de sauvegarde est remise :

contre récépissé, avant la date et l'heure limites mentionnées dans la page de garde, à l'adresse suivante :

Mme la Directrice de la Communication²
Sénat
6 rue Garancière
75006 PARIS

- ou, si elle est envoyée par la poste, à l'adresse suivante :

Mme la Directrice de la Communication
Sénat
15 rue de Vaugirard
75291 PARIS CEDEX 06

par pli recommandé avec avis de réception postal. Elle doit parvenir à destination avant ces mêmes date et heure limites.

² Horaires de réception des plis : du lundi au vendredi de 9 h 30 à 12 h et de 14 h 30 à 18 h.

ARTICLE 6 - EXAMEN DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES

6.1. Examen des candidatures

L'examen des candidatures s'effectue dans les conditions prévues à l'article R. 2144-1 à R. 2144-7 du code de la commande publique. Conformément à l'article R. 2144-3 du code de la commande publique, l'examen des candidatures pourra avoir lieu à tout moment, y compris après le classement des offres, et au plus tard avant l'attribution du marché. Dans cette hypothèse, l'examen des candidatures interviendra de manière impartiale et transparente, conformément à l'article R. 2161-4 du code de la commande publique.

6.2. Attribution du marché

Conformément à l'article R. 2152-7 du code de la commande publique, le marché sera attribué au candidat ayant présenté l'offre économiquement la plus avantageuse au regard des critères suivants, appréciés en fonction des réponses au cahier des réponses attendues et de l'offre technique des candidats.

- Pour le **lot n° 1** (Fourniture d'écrans de diffusion vidéo) :
 - 1) Le **prix : 40 %** ;
 - 2) La **valeur technique : 30 %**, appréciée au regard des sous-critères suivants :
 - *Luminosité : 10 %*
 - *Contraste : 5 %*
 - *Angle de vision optimal : 5 %*
 - *Temps de réponse d'affichage de l'image : 5 %*
 - *Classe énergétique : 5 %*
 - 3) La durée et les modalités de la **garantie : 20 %** ;
 - 4) Le **délai de livraison : 10 %**.
- Pour le **lot n° 2** (Fourniture d'écrans de référence vidéo) :
 - 1) Le **prix : 40 %** ;
 - 2) La **valeur technique : 30 %**, appréciée au regard des sous-critères suivants :
 - *Fidélité des couleurs restituées : 10 %*
 - *Angle de vision optimal : 10 %*
 - *Temps de réponse d'affichage de l'image : 10 %*
 - 3) La durée et les modalités de la **garantie : 20 %**.
 - 4) Le **délai de livraison : 10 %**.
- Pour le **lot n° 3** (Installation des équipements des lots n°s 1 et 2, fourniture d'accessoires pour ces équipements et maintenance d'écrans de diffusion de grande taille) :
 - 1) Le **prix : 50 %** ;
 - 2) Les **moyens humains et matériels** (effectifs, expériences et références présentés dans le mémoire technique) : **30 %** ;
 - 3) La durée et les modalités de la **garantie de l'installation : 10 %** ;
 - 4) Les **délais de livraison** des accessoires et de l'installation : **10 %**.

6.3. Auditions et courriers

En application de l'article R. 2161-5 du code de la commande publique, le Sénat se réserve la possibilité de conduire des auditions afin de permettre aux candidats de présenter et préciser la teneur de leur offre. Des précisions pourront également être demandées par courrier via la plateforme PLACE. En aucun cas ces auditions et ces échanges ne pourront être l'occasion de négociations avec les soumissionnaires.

6.4. Délai de production des certificats fiscaux et sociaux

En application de l'article D. 8222-5 du code du travail, le candidat sur le point d'être retenu doit produire dans le délai requis par le Sénat et au plus tard avant l'attribution du marché une photocopie certifiée conforme de ses attestations de régularité fiscale, de fourniture des déclarations sociales et paiement des cotisations sociales et de régularité au regard de l'emploi des personnes en situation de handicap ainsi que les pièces mentionnées à l'article D. 8222-5 précité, s'il ne les a pas déjà fournies à l'appui de sa candidature. À défaut, le candidat sera éliminé et il sera procédé conformément au second alinéa de l'article R. 2144-7 du code de la commande publique.

ARTICLE 7 - RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Des renseignements complémentaires peuvent être demandés, obligatoirement *via* la plateforme de dématérialisation des marchés publics du Sénat : www.marches-publics.gouv.fr

Ces renseignements complémentaires seront fournis par le Sénat au plus tard 6 (six) jours ouvrés avant la date limite de remise des offres, pour autant que la demande en ait été formulée en temps utile par les candidats.

À cette fin, ces derniers devront avoir formulé leur demande de renseignements au plus tard 9 (neuf) jours ouvrés avant la date limite de remise des offres.

Les réponses, qui seront déposées sur la plateforme, seront accessibles à l'ensemble des opérateurs économiques. Elles ne seront toutefois signalées, par notification d'une alerte, qu'aux seules entreprises qui se seront identifiées au préalable lors du retrait de leur dossier de consultation. Les autres entreprises, ayant procédé à un retrait anonyme, devront consulter régulièrement la plateforme pour se tenir informés d'une éventuelle évolution de la procédure.

Aucune réponse ne sera transmise par courriel ou par téléphone.

Du simple fait du dépôt de leur offre, les candidats sont réputés :

- avoir pris connaissance de l'ensemble des pièces du dossier ;
- disposer de l'ensemble des informations nécessaires à leur parfaite compréhension du dossier.

Ils sont tenus de signaler *via* la plateforme PLACE, dès qu'ils les constatent, toutes difficultés d'interprétation et toutes discordances qui pourraient exister au sein du dossier de consultation, ou entre certains documents de ce dossier et la réglementation, ou encore toute discordance pouvant nuire ensuite à la parfaite réalisation des prestations.

**ARTICLE 8 - AUCUNE RÉCLAMATION POUR MAUVAISE
COMPRÉHENSION DU DOSSIER DE CONSULTATION N'EST
RECEVABLE. VISITE DES LOCAUX**

Une visite du site et des locaux est obligatoire pour le lot n° 3 afin de répondre précisément aux besoins d'installations.

Afin de convenir d'un rendez-vous, les candidats contacteront le Sénat par courriel (audiovisuel@senat.fr), suffisamment à l'avance, pour une visite qui pourra intervenir au plus tard sept jours ouvrés avant la date limite de remise des offres.

Un maximum d'une visite par société candidate est autorisé.

Une attestation de visite sera remise aux candidats du lot n° 3 à l'issue de la visite.

ANNEXE

Modèle indicatif de déclaration sur l'honneur

Je soussigné(e).....

déclare sur l'honneur n'entrer dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner prévus aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et L. 2141-7 à L. 2141-10 du code de la commande publique.

A , le

Nom et qualité du signataire³

³ Personne ayant pouvoir d'engager la personne morale candidate.